



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2329

Texte de la question

ÉTAT DES FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Kléber Mesquida, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Kléber Mesquida. En cette période de championnat du monde, ma question s'adresse au capitaine du Gouvernement, c'est-à-dire au Premier ministre. (" Ah ! " sur les bancs du groupe SRC.)

M. Jean Glavany. Il n'est plus là !

M. Kléber Mesquida. Alors qu'en 2002, le gouvernement de Lionel Jospin avait qualifié la France aux équilibres budgétaires - comptes de la sécurité sociale en équilibre, fonds de réserve des retraites abondé, déficit maîtrisé, chômage en forte baisse -, depuis huit ans votre politique a plongé la France dans le bas du classement : ...

M. Guy Geoffroy. Mais non !

M. Kléber Mesquida. ...trou record de la sécurité sociale, endettement inégalé, déficits abyssaux, réduction du pouvoir d'achat, explosion du chômage et j'en passe.

Aujourd'hui, vous êtes leader dans le championnat des accusations : mise en cause sans précédent par le Président Nicolas Sarkozy des anciens présidents François Mitterrand et Jacques Chirac, mise en cause infondée des collectivités dans le déficit public, mise en cause de l'organisation territoriale, accusation déplacée par la secrétaire d'État chargée des sports sur l'hébergement des Bleus qui, par ailleurs, ne coûte rien au contribuable.

Vous excellez également dans le championnat des dérives ministérielles : logement d'un ministre transformé en hébergement familial d'urgence (*Applaudissements et rires sur les bancs du groupe SRC*), coût de l'avion privé d'un secrétaire d'État, bisbille déplacée entre la ministre des sports et sa secrétaire d'État, condamnation du ministre de l'intérieur par la justice pour injure raciale. La liste serait longue.

Ma question sera simple : quand comptez-vous qualifier la France dans la zone de croissance, la réduction des déficits, le désendettement, la justice fiscale et l'amélioration du pouvoir d'achat des Français ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Sapin. Il faut changer d'équipe !

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État.

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État*. Monsieur le député, vous avez vraiment sorti le tuyau d'arrosage ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. Que faut-il faire contre la gale ?

M. François Baroin, *ministre du budget*. Vous y êtes allé gaiement sur les rappels et les contrevérités. Mais additionner des contrevérités n'a jamais abouti à une vérité.

Il faut avoir un culot d'acier pour prétendre que, sous le gouvernement Jospin, tout était beau, magnifique et illuminé (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) et oublier qu'une crise mondiale a altéré les finances publiques.

M. Jean-Pierre Soisson. Eh oui !

M. François Baroin, *ministre du budget*. Vous avez oublié l'exigence, le sens des responsabilités. Il vous faut dépasser la facilité politicienne dans laquelle vous vous êtes enfermé à travers cette question.

M. Jean Glavany. Vous, vous êtes un expert en la matière !

M. François Baroin, *ministre du budget*. S'il y a bien un sujet qui doit nous rassembler et qui devrait nous sortir de la posture pour éviter l'imposture du discours et la facilité de la démagogie (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. -Protestations sur les bancs du groupe SRC*), c'est bien celui-là. C'est votre intérêt de nous accompagner sur le chemin de l'exemplarité et de la révision constitutionnelle pour ramener les déficits au niveau où ils étaient avant la crise.

M. Henri Emmanuelli. Supprimez le bouclier fiscal !

M. François Baroin, *ministre du budget*. Je souhaite aussi que vous nous accompagniez lors du prochain rendez-vous qui aura lieu à la fin du mois de juin à l'occasion du débat d'orientation budgétaire. Il y aura partage entre les hommes de gauche de responsabilité, qui ont le sens de l'État, et ceux qui, un peu par facilité et un peu par mesquinerie (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), se drapent dans une vertu qu'ils n'ont jamais eue.

Comme je n'ai plus le temps de l'évoquer, je ne reviendrai pas sur la période de 1981, je ne citerai personne, je ne rappellerai pas le laxisme avec lequel *in fine*, deux ans plus tard, vous avez été, vous, dans l'obligation de mener une politique de rigueur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Albert Facon. Vous n'étiez même pas né !

Données clés

Auteur : [M. Kléber Mesquida](#)

Circonscription : Hérault (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2329

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 juin 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 juin 2010